

# Fibre : Free refuse toujours de signer un accord avec Orange et SFR

L'union n'est toujours pas à l'ordre du jour du côté des opérateurs engagés dans la fibre optique. Pourtant, les choses avaient plutôt bien commencé. Fin septembre, Orange et SFR (Neuf Cegetel) signaient un accord afin d'expérimenter en commun le déploiement mono et multi-fibres dans quelques grandes villes.

Il s'agissait là d'une première étape précédant un accord plus global avec Free afin d'accélérer les déploiements en France. Rappelons que l'ambition du gouvernement est d'atteindre 4 millions de foyers connectés en 2012.

Fin octobre, une réunion avec les opérateurs et le gouvernement est organisée. On évoque un accord « *en bonne voie* » qui pourrait être finalisé « *sous une quinzaine de jours* ». Un mois après, Free fait toujours de la résistance. Il faut dire que le trublion de l'Internet n'adhère pas aux choix technologiques de ses concurrents.

Selon *les Echos*, début novembre, les services d'Eric Besson, le secrétaire d'Etat à l'Economie numérique avaient tenté de forcer la main à Free en lui envoyant un protocole d'accord pour l'inciter à rejoindre l'alliance conclue entre Orange et SFR.

Free aurait été sur le point de le signer mais, suite à l'ajout de clauses par Orange et SFR, le fournisseur d'accès à Internet a fait marche arrière. Dans un courrier envoyé à ses concurrents, Maxime Lombardini, le directeur général d'Iliad, la maison mère de Free, dénonce un accord « *inacceptable* » et « *non conforme aux principes de bonne gestion préconisés par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* ». Pour lui, Orange et SFR veulent « *reverrouiller le marché* ». La situation semble donc bloquée à moins que le gouvernement tente une nouvelle fois de recoller les morceaux.

Si toutes ces tergiversations plombent le développement du très haut débit, certains observateurs estiment néanmoins que la France [est sur la bonne voie](#). Selon Joeri Van Bogaert, président de l'association non gouvernementale FTTH Council Europe « *les choix français contiennent énormément de bons éléments, parler de flou est exagéré. Le cadre réglementaire existe bel et bien et désormais, ce sont des détails qu'il reste à régler. Autant d'éléments qui permettront à la France d'entrer dans le Top 5 des pays où la pénétration de la fibre est la plus forte d'ici cinq ans selon nous* ».